

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Aix en Provence, le - 2 OCT. 2019

Unité territoriale des Bouches-du-Rhône
Subdivision d'Aix en Provence 1
440 rue Albert Einstein
CS 50541
13594 AIX-EN-PROVENCE Cedex 3
Tel : 04.42.91.59.00
Fax : 04.42.38.92.55

La Directrice Régionale

à

Monsieur le Directeur
MB Recyclage
41 Rue d'Athènes
13127 Vitrolles

Nos réf. : D-0415-2019-AIX
N° S3IC : 64.00066-P3

Objet : Conclusions de la visite d'inspection du 25 juin 2019 dans l'établissement MB Recyclage à Vitrolles

Ref : vos courriels en réponse du 15 juillet 2019

P.J. : 6 fiches d'écart complétées

Monsieur le Directeur,

Votre établissement a fait l'objet d'une visite d'inspection le 25 juin 2019.

Cette visite, non exhaustive, était axée autour des points particuliers suivants :

- examen des suites données à la visite d'inspection précédente ;
- examen par sondage du respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 février 2015.

Suite à cette visite d'inspection, des écarts à la réglementation ainsi qu'une liste de remarques vous ont été notifiés par l'Inspecteur des installations classées. Par courrier visé en référence, vous m'avez fait part de vos observations, compléments d'information et/ou engagements en réponse à ces constats.

Au terme de cet échange, je vous prie de bien vouloir prendre connaissance des conclusions de l'Inspection suite à cette visite :

Écarts à la réglementation relevés : (voir les fiches jointes)

- Les écart n°2, 3, 4 et 6 font l'objet d'engagements de mise en conformité

de votre part permettant de lever ces écarts. Ils seront soldés à l'issue de leur réalisation.

- Concernant l'écart n°1, vous avez créé votre compte sur l'application GEREP. Je vous informe que j'ai procédé à la validation de celui-ci. Votre engagement de renseigner vos émissions est satisfaisante et permet de lever l'écart. Il sera soldé à l'issue de votre prochaine déclaration.
- Concernant l'écart n°5, vous indiquez que le mur au niveau du stockage des VHU à dépolluer a été modifié dans le but d'isoler au mieux un feu sur cette zone et la zone de platinage. **Afin de consulter le service compétent, je vous demande de me transmettre sous 1 mois le plan mis à jour de vos installations de protections contre les risques d'incendie, ainsi que la justification argumentée des modifications entreprises.**

Remarques particulières relevées :

Les remarques ont fait l'objet de réponses satisfaisantes.

Activités liés au déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

Concernant votre activité liée au DEEE, je vous confirme qu'il vous revient de satisfaire aux dispositions de l'article R.543-200-1 du code de l'environnement. **Ainsi je vous demande de me transmettre sous un mois le contrat écrit conclu avec :**

- soit un éco-organisme,
- soit un producteur ayant mis en place un système individuel approuvé,
- soit un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat avec un éco-organisme ou un producteur.

Pour rappel, le V de ce même article indique que « S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix.

Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques. »

Feu de végétation du 10 juillet 2019

Par ailleurs, j'ai bien noté l'aide que vous avez apportée aux services de secours en fournissant, depuis les poteaux d'incendie de votre installation, de l'eau à leurs engins afin de lutter contre le feu de végétation sur la commune de Vitrolles le 10 juillet 2019.

Sauf réserve de votre part motivée par des considérations prévues par le code des relations entre le public et l'administration, et des articles L.110-1 4, L.124-1, L.125-1, L.125-2, L.125-4 et L.521-7 du code de l'environnement, ce courrier, ainsi que les fiches d'écart, seront publiés sur le site Internet de la DREAL PACA.

Restant à votre écoute pour toute observation complémentaire, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour la Directrice et par délégation,
Le Chef de la subdivision Aix en Provence 1

Signé